

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/10053
22 décembre 1970

ORIGINAL : FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 22 DECEMBRE 1970, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU SENEGAL AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai lu attentivement le document S/10045 du 19 décembre 1970 contenant la lettre du représentant de la République de Guinée.

D'ordre de mon gouvernement, je relève, avec surprise, ces passages du message du président Ahmed Sékou Touré : "... D'importantes troupes militaires sont massées le long de nos frontières avec la Guinée portugaise et avec le Sénégal ...".

Je tiens à rappeler que le 22 novembre 1970, pendant la nuit de l'invasion de la République de Guinée, je n'ai pas hésité, et j'ai été le seul ce soir là à le faire, à m'asseoir à la table du Conseil de sécurité, avec votre permission, pour apporter le soutien total de mon pays au Gouvernement et au peuple de la Guinée qui étaient menacés dans leur sécurité; et ce, sur la base du document que le Secrétaire général U Thant avait lu et qu'il avait reçu, par l'intermédiaire de M. Hoffman, du représentant du PNUD à Conakry. Je n'avais pas attendu, comme certains le murmuraient, d'avoir des preuves concrètes sur la réalité de l'invasion pour me présenter devant vous pour faire de la surenchère ou de la démagogie. Cette attitude de solidarité que j'ai toujours adoptée, d'ordre de mon gouvernement, à l'égard de la Guinée, au sein des Nations Unies, ne saurait être niée par personne.

Cette attitude n'est pas seulement dictée par le fait que le Sénégal et la Guinée sont les cibles des armées régulières du Portugal, mais par le fait que nos deux pays sont intimement liés, depuis de très nombreuses années, par l'histoire, la sociologie et la géographie. Nous avons fondé un sous-groupe régional appelé "Organisation des états riverains du Sénégal" (OERS).

Les autorités de Guinée savent parfaitement que nos villages de la région sud de mon pays sont soumis presque journallement à des tirs d'obus, à des pillages et à des vols de la part du Portugal.

Vous vous rappellerez que trois fois, le Sénégal a demandé la réunion du Conseil de sécurité pour porter à sa connaissance des faits graves commis par les autorités portugaises contre lui.

Récemment encore, le 16 décembre, les membres du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale ont eu connaissance des agressions perpétrées par le Portugal contre le Sénégal, à la suite de la lettre que je vous ai adressée et que vous avez bien voulu distribuer.

Juste après l'invasion, la délégation du Sénégal, avec les autres délégations de l'OERS, est allée apporter, de vive voix, sa sympathie et son soutien à la République de Guinée. Le président Ahmed Sékou Touré a tenu à remercier le président Senghor en des termes chaleureux.

A la réunion extraordinaire des Ministres des affaires étrangères de l'OUA, à Lagos (Nigéria), la délégation sénégalaise a fermement soutenu la cause de la Guinée.

Enfin, les relations amicales et fraternelles qui existent entre nos deux chefs d'Etat, nos gouvernements, nos peuples et nos deux missions à New York auraient dû inciter à la prudence, et en tout cas, auraient dû exiger des informations plus sûres, avant de permettre à ceux qui ont intérêt à nous diviser, de se saisir d'une pareille occasion pour se réjouir.

Quoi qu'il en soit, mon gouvernement considère que les informations données par Radio-Conakry sont extrêmement graves, car elles jettent, dans la communauté internationale, une suspicion sur la sincérité de son attitude.

Comment peut-on croire, un seul instant, que le Sénégal qui est victime de graves actes d'agression de la part du Portugal, puisse servir de terrain de manoeuvres à des Portugais ou à des mercenaires qui ont l'intention d'envahir la Guinée qui, autant que le Sénégal, souffre du colonialisme portugais?

La République de Guinée possède une ambassade à Dakar. Pourquoi donc les autorités guinéennes peuvent-elles croire à une information donnée par "un Guinéen vivant à Dakar", alors que les membres de leur mission diplomatique, et en tête leur chef, n'ont pas fourni, à notre connaissance, les allégations diffusées par Radio-Conakry.

C'est pour toutes ces raisons qu'au nom de mon gouvernement, j'élève une protestation énergique et indignée contre les informations diffusées par Radio-Conakry.

Enfin, mon gouvernement et le peuple sénégalais regrettent sincèrement que des informations, évidemment dénuées de tout fondement, du genre de celles diffusées par Radio-Conakry, puissent accréditer les rumeurs sur une mauvaise situation interne en Guinée, rumeurs que mon gouvernement a toujours et continue toujours jusqu'à nouvel ordre, de rejeter.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir diffuser cette lettre en tant que document officiel du Conseil de sécurité, et d'agréer les assurances de ma haute considération.

(Signé) Ibrahima BOYE
